

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1342604-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a
été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/196</p> <p>ELARGISSEMENT DE LA TRAVERSE DE LA COURTAUDE SUR LA COMMUNE DE SIX-FOURS- LES-PLAGES - SOLlicitation DE L'AUTORITE PREFECTORALE POUR L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE CONJOINTE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET A L'ARRETE DE CESSIBILITE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/196

**O B J E T : ELARGISSEMENT DE LA TRAVERSE DE LA
COURTAUDE SUR LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-
PLAGES - SOLlicitation DE L'AUTORITE
PREFECTORALE POUR L'OUVERTURE D'UNE
ENQUETE CONJOINTE PREALABLE A LA
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET A L'ARRETE
DE CESSIBILITE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté n°AE-F09323P0364 du 5 mars 2024 du Préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur ne soumettant pas à évaluation environnementale le projet d'élargissement de la traverse de la Courtaude sur la commune de Six-Fours-les-Plages,

VU les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire joints en annexe,

VU l'estimation sommaire et globale du Pôle d'évaluation domaniale en date du 3 mai 2024,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Six-Fours-les-Plages opposable,

VU l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie Foncière en date du 2 septembre 2024,

CONSIDERANT que la traverse de la Courtaude est une voie passante utilisée quotidiennement par de nombreux habitants, pour lesquels l'accès à leur domicile se fait exclusivement par cette voie, laquelle relie deux avenues centrales sur lesquelles circulent des transports en commun sans qu'aucun cheminement piéton ne permette de rejoindre les arrêts de bus les plus proches,

CONSIDERANT que cette traverse ne possède pas de modes de déplacement doux sécurisés,

CONSIDERANT qu'il est impératif d'assurer la sécurisation des usagers en élargissant la voie et en aménageant des espaces de stationnement ainsi que des cheminements pour les piétons,

CONSIDERANT que les négociations amiables ont permis à ce jour de maîtriser la quasi-totalité des emprises nécessaires à la mise en œuvre du projet, à l'exception de quelques emprises partielles sur quatre parcelles privatives,

CONSIDERANT qu'aucun accord amiable n'a pu être obtenu avec les derniers propriétaires concernés,

CONSIDERANT que le projet n'est pas soumis à une procédure obligatoire de concertation,

CONSIDERANT que l'enquête préalable à la DUP poursuit deux objectifs :

- Informer le public et recueillir son avis sur l'utilité publique de l'opération envisagée par la Métropole,
- Parvenir à la Déclaration d'Utilité Publique de manière à permettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'acquérir les immeubles définis dans le dossier parcellaire en application du Code de l'Expropriation,

CONSIDERANT la nécessité de procéder aux acquisitions foncières précitées, si nécessaire par voie d'expropriation, et donc d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des travaux relatifs à cette opération d'aménagement,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article R. 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, une enquête parcellaire peut être menée conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour procéder à des acquisitions par voie d'expropriation et garantir l'entière maîtrise foncière de l'opération,

CONSIDERANT qu'il est d'ores et déjà possible de déterminer les parcelles à acquérir ou à exproprier et de connaître l'identité des propriétaires et titulaires de droits réels, et qu'il sera donc procédé à une enquête publique conjointe,

CONSIDERANT que les acquisitions déjà réalisées par la Métropole l'ont été à titre gracieux,

CONSIDERANT que le Pôle d'évaluation domaniale a estimé la dépense globale pour les acquisitions restantes à six mille cinq cent dix huit euros (6 518,00 €), comprenant :

- Indemnités principales (valeur vénale des biens) : 4 888 €
- Indemnités accessoires (emploi et aléas divers) : 1 630 €

CONSIDERANT que le coût estimatif des dépenses liées aux travaux s'élève à six cent mille euros (600 000,00 €) en ce compris la Taxe sur la Valeur Ajoutée et les frais d'études, le montant des travaux et les honoraires techniques et ainsi que des frais divers,

CONSIDERANT l'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre de ce projet et la nécessité de lancer une procédure de déclaration d'utilité publique et de cessibilité, à défaut d'avoir obtenu l'accord amiable de tous les propriétaires concernés,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le projet d'élargissement de la Traverse de la Courtaude sur la commune de Six-Fours-les-Plages,

ARTICLE 2

D'APPROUVER le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire conjointe en vue de de ce projet.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à effectuer toutes démarches dans le cadre de la procédure diligentée et notamment solliciter de l'autorité préfectorale, l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité.

ARTICLE 4

DE DEMANDER à Monsieur le Préfet du Var de bien vouloir, aux termes de l'enquête précitée, prendre un arrêté déclarant d'utilité publique ledit projet et déclarant conjointement cessibles les biens nécessaires à la réalisation dudit projet au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Anthony CIVETTINI.

Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

1. Notice explicative



SOMMAIRE

I -	OBJET ET CONTEXTE DE L'OPERATION	4
I.1 -	OBJET DE L'OPERATION	4
I.2 -	CONTEXTE D'INTERVENTION	4
I.2.1 -	PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES	4
I.2.1.1 -	UNE COMMUNE URBANISEE	4
I.2.1.2 -	UNE COMMUNE LITTORALE TOURISTIQUE	4
I.2.2 -	LA TRAVERSE DE LA COURTAUDE	5
I.3 -	CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET	6
II -	JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DU PROJET	8
II.1 -	RAPPEL DES ENJEUX ET JUSTIFICATION DE L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET	8
II.2 -	PARCELLES CONCERNEES PAR LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	8
III -	CHOIX DU PARTI D'AMENAGEMENT ET CONTRAINTES REGLEMENTAIRES	9
III.1 -	CHOIX DU SITE ET DU PERIMETRE DE LA DUP	9
III.2 -	DETERMINATION DES CARACTERISTIQUES DU PROJET	11
III.2.1 -	PRESENTATION DES ENJEUX DE L'OPERATION :	11
III.2.2 -	CARACTERISTIQUES DU PROJET	11
III.3 -	LE PROJET ET SON CONTEXTE REGLEMENTAIRE	11
III.3.1 -	LOI "LITTORAL" ET LOI "MONTAGNE"	11
III.3.2 -	SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)	11
III.3.3 -	PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)	12
III.3.3.1 -	PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) ET ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)	12
III.3.3.2 -	ZONAGE ET REGLEMENT	12
III.3.3.3 -	SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	14
III.3.4 -	PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPR)	14
IV -	AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU PROJET RETENU	15
IV.1 -	LES AVANTAGES ATTENDUS DE L'OPERATION	15
IV.2 -	IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT	15
IV.3 -	LES NUISANCES ET LES MESURES POUR EVITER, REDUIRE OU, SI NECESSAIRE, COMPENSER CES NUISANCES ...	16
IV.3.1 -	LES NUISANCES ENTRAINEES PAR LES TRAVAUX ET LES MESURES ASSOCIEES	16
IV.3.2 -	LES NUISANCES EN PHASE EXPLOITATION ET LES MESURES ASSOCIEES	17
V -	INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES	18
V.1 -	LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE	18
V.2 -	TEXTES REGISSANT L'ENQUETE	18
V.3 -	INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION	18
V.3.1 -	LE PROJET AVANT L'ENQUETE	18
V.3.1.1 -	PROCEDURE DE CONCERTATION	18
V.3.1.2 -	ETUDE D'IMPACT	18
V.3.1.3 -	ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	19
V.3.2 -	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	19
V.3.3 -	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE	20
V.4 -	DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES AU TERME DE L'ENQUETE	21
V.5 -	AU-DELA DE L'ENQUETE PREALABLE A LA DUP	21
V.5.1 -	LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION	21
V.5.2 -	ÉTUDES DE DETAIL	21

V.5.3 -	LA REALISATION DES TRAVAUX	22
V.6 -	AUTRES AUTORISATIONS NECESSAIRES POUR REALISER LE PROJET	22
V.6.1 -	AU TITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	22
V.6.2 -	AU TITRE DES PROCEDURES D'URBANISME	22
ANNEXE :	ARRETE DE CAS PAR CAS	23

I - OBJET ET CONTEXTE DE L'OPERATION

I.1 - OBJET DE L'OPERATION

L'opération faisant l'objet du présent dossier d'enquête concerne l'élargissement de la traverse de la Courtaude, située au centre de la commune de Six-Fours-les-Plages (83). L'objet de l'opération consiste en l'élargissement de la voie pour y aménager un cheminement piétonnier et des places de stationnement le long de la traverse.

L'intervention sur ce site s'inscrit dans une démarche d'amélioration de l'offre de stationnement dans ce quartier très urbanisé, de sécurisation des piétons, de développement des modes doux des déplacements, et ainsi, d'une amélioration du cadre de vie des usagers de la voie.

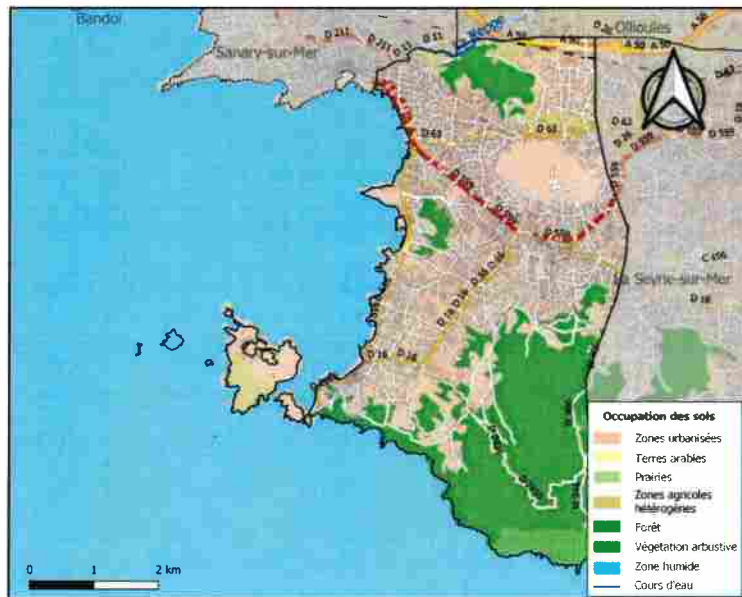
I.2 - CONTEXTE D'INTERVENTION

I.2.1 - PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES

I.2.1.1 - Une commune urbanisée

Six-Fours-les-Plages est une commune de 26,58 km² située dans le département du Var, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il s'agit d'une ville riveraine de la mer Méditerranée et entourée par les communes de Sanary-sur-Mer, Ollioules et La Seyne-sur-Mer. On y accède principalement par la route départementale D559 qui va de La Ciotat jusqu'à Le Trayas.

La commune de Six-Fours-les-Plages, de 35 339 habitants en 2020, soit 1 330 habitants par km², est une commune urbaine dense au sens de la grille de l'Insee. Elle appartient à l'unité urbaine de Toulon qui est la 9^{ème} plus importante de la France. Depuis les années 1960 sa population a triplé et aujourd'hui, plus de 55% de la surface communale correspond à des espaces urbanisés. La ville en banlieue de Toulon attire pour son côté résidentiel.



I.2.2 - LA TRAVERSE DE LA COURTAUDE

La traverse de la Courtaude se situe au centre de la commune de Six-Fours-les-Plages. Il s'agit d'une rue à sens unique d'est en ouest, étroite et assez passante, reliant la rue de la Courtaude (et l'avenue Laënnec) à l'avenue de Brusç. Elle dessert les habitants de la rue et plusieurs lotissements. La voie est goudronnée et en bon état malgré une usure. La signalétique au sol n'est plus bien visible et les bas-côtés ne sont pas entretenus. La traverse mesure 470 m pour une largeur de 5 à 8 m et possède environ 15 places de stationnement non définies.

S'agissant du stationnement, il y a quelques espaces sur le bas-côté de la voie qui sont disponibles mais il n'y a pas de délimitation précise. Les stationnements gênants et interdits sont récurrents. Ainsi, la circulation piétonne n'est pas optimisée et l'utilisation des modes doux de déplacements pour rejoindre les arrêts de bus présents sur les deux avenues ne sont pas sécurisés.



Il y a une réelle nécessité d'améliorer les conditions de sécurité des usagers de la traverse de la Courtaude. L'aménagement d'une délimitation visible des places de stationnement et la création d'un trottoir tout le long de la traverse permettra de sécuriser les piétons et autres modes doux de déplacements.

I.3 - CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

Le **secteur d'étude, urbanisé et résidentiel**, est situé au centre de la commune, entre les criques et plages de la côte ouest, la route départementale D559 au nord, le cours d'eau du Rayolet au sud, et la forêt de Six-Fours à l'est. Le traverse relie deux avenues principales de la ville qui sont desservies par les lignes de bus 72 (arrêt Courtaude) et 87 (arrêt Repentance).

L'occupation du sol autour de la traverse de la Courtaude est fortement marquée par l'homme, ses constructions et ses voiries. On y trouve en grande majorité des habitations résidentielles privées.

Aucune ligne électrique haute tension n'est présente sur le site.

Le secteur n'est pas marqué par une forte présence d'eau. À noter les présences du cours d'eau le Bouchou à environ 260 mètres, du cours d'eau le Rayolet à environ 430 mètres, et la mer Méditerranée à 1 km environ.

Aucun captage en eau potable n'est présent sur le site.

Le secteur d'étude dispose d'une **topographie plane**, à une altitude d'environ 0 m NGF.

Le secteur du projet n'est pas concerné par des périmètres à statut pour la protection du patrimoine naturel.

En terme de faune et de flore, autour de la zone étudiée on retrouve des conifères, toutefois, sur le périmètre du projet le site est déjà anthropisé avec l'aménagement d'une voie goudronnée, l'intérêt floristique est peu présent.

La ZNIEFF terrestre de type I la plus proche, « Littoral du cap Sicié » est située à environ 3 km au sud du projet. Quant aux ZNIEFF terrestres de type II les plus proches, « Pointe Nègre » et « Cap Sicié », elles se situent à environ 1 km à l'ouest et 1 km au sud-est du projet.

S'agissant des sites Natura 2000 se trouvant à proximité du projet, les plus proches sont :

- ZSC « Cap Sicié – Six-Fours » (FR9301610), située à 1 km au sud-est du secteur de projet ;
- ZSC « Lagune du Brusc » (FR9302001), située à 1,4 km du secteur de projet ;
- ZSC « Embiez-Cap Sicié » (FR9301997), située à 2,5 km du secteur de projet (site 100% marin).

En terme de patrimoine culturel, la zone d'étude ne recense ni de monument historique ou de périmètre de monument historique, ni de zone de prescription archéologique, ni de site inscrit ou classé.

En terme paysager, le quartier est confiné en front urbain, l'espace végétalisé est peu qualitatif.

Le périmètre du projet est concerné par les risques suivants :

- Sismicité faible (2/5) ;
- Potentiel radon significatif (3/3) ;
- Exposition à un sol argileux moyenne (2/3).

Des zones de pollutions des sols sont recensées dans un rayon de 500 m mais pas sur le périmètre du projet :

- 5 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- 7 sites référencés dans l'inventaire CASIAS.



II - JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DU PROJET

II.1 - RAPPEL DES ENJEUX ET JUSTIFICATION DE L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET

La traverse de la Courtaude manque de signalisation au sol qu'il s'agisse de la délimitation de la voie, des espaces de stationnement ou des zones pour piétons. Les habitants du quartier subissent le manque de sécurisation. Il s'agit d'une voie passante et utilisée quotidiennement par de nombreux habitants, dont l'accès à leur domicile se fait exclusivement via cette route. De plus, elle relie deux avenues centrales sur lesquelles passent des transports en commun sans qu'aucun itinéraire piéton ne permette de rejoindre les arrêts de bus les plus proches.

Il est nécessaire que cette traverse soit plus sécurisée par son élargissement qui permettra la création d'un cheminement piétonnier et l'aménagement de places de stationnements délimitées. Ce projet engendrera une utilisation des modes doux des déplacements plus développée et sécurisée.

Ainsi, assurer la sécurisation des usagers en élargissant la voie et en aménageant des espaces de stationnement et des cheminements pour les piétons est une réelle nécessité.

La ville de Six-Fours-les-Plages et la MTPM agissent pour améliorer la sécurité et l'offre de stationnement des usagers en aménageant la voie avec un traitement paysager adapté à l'environnement résidentiel du secteur.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'emplacement réservé 90 du Plan local d'urbanisme dont la commune de six-Fours-les-Plages est bénéficiaire pour l'élargissement de la voirie. Il aura un impact positif quant à l'accessibilité et à la sécurité des déplacements riverains. il présente ainsi un caractère d'intérêt général et d'utilité publique.

II.2 - PARCELLES CONCERNEES PAR LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Afin de permettre la réalisation du projet, la MTPM doit maîtriser les assiettes foncières partielles des parcelles situées sur le périmètre du projet.

La plupart ont été acquises à l'amiable par la Métropole Toulon Provence Méditerranée mais il reste encore 4 parcelles privées à incorporer partiellement ou entièrement dans le domaine public métropolitain.

Il s'agit de :

- La parcelle **AW n°1707** ;
- La parcelle **AW n°913** ;
- Une partie de la parcelle **AW n°1959** ;
- Une partie de la parcelle **AW n°202**.

Des négociations ont été engagées par la commune auprès de tous les propriétaires privés identifiés au fichier immobilier hypothécaire et n'ont pu aboutir à une acquisition à l'amiable.

La commune a donc décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour l'acquisition des emprises restantes.

III - CHOIX DU PARTI D'AMENAGEMENT ET CONTRAINTES REGLEMENTAIRES

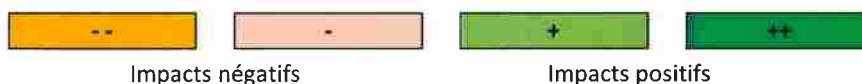
III.1 - CHOIX DU SITE ET DU PERIMETRE DE LA DUP

La traverse de la Courtaude fait l'objet d'un emplacement réservé d'élargissement de la voie dans le PLU de la commune.

Comparaison d'avant et d'après réalisation du projet sur la traverse de la Courtaude :

	Avant	Après
Sécurisation des déplacements routiers	0	++
Impact global sur l'environnement : milieu physique	0	0
Impact global sur l'environnement : patrimoine naturel	0	0
Impact sur le cadre de vie humain	--	++
Impact sur le patrimoine et paysage	0	0
Acquisition de terrains privés	0	-

Légende :



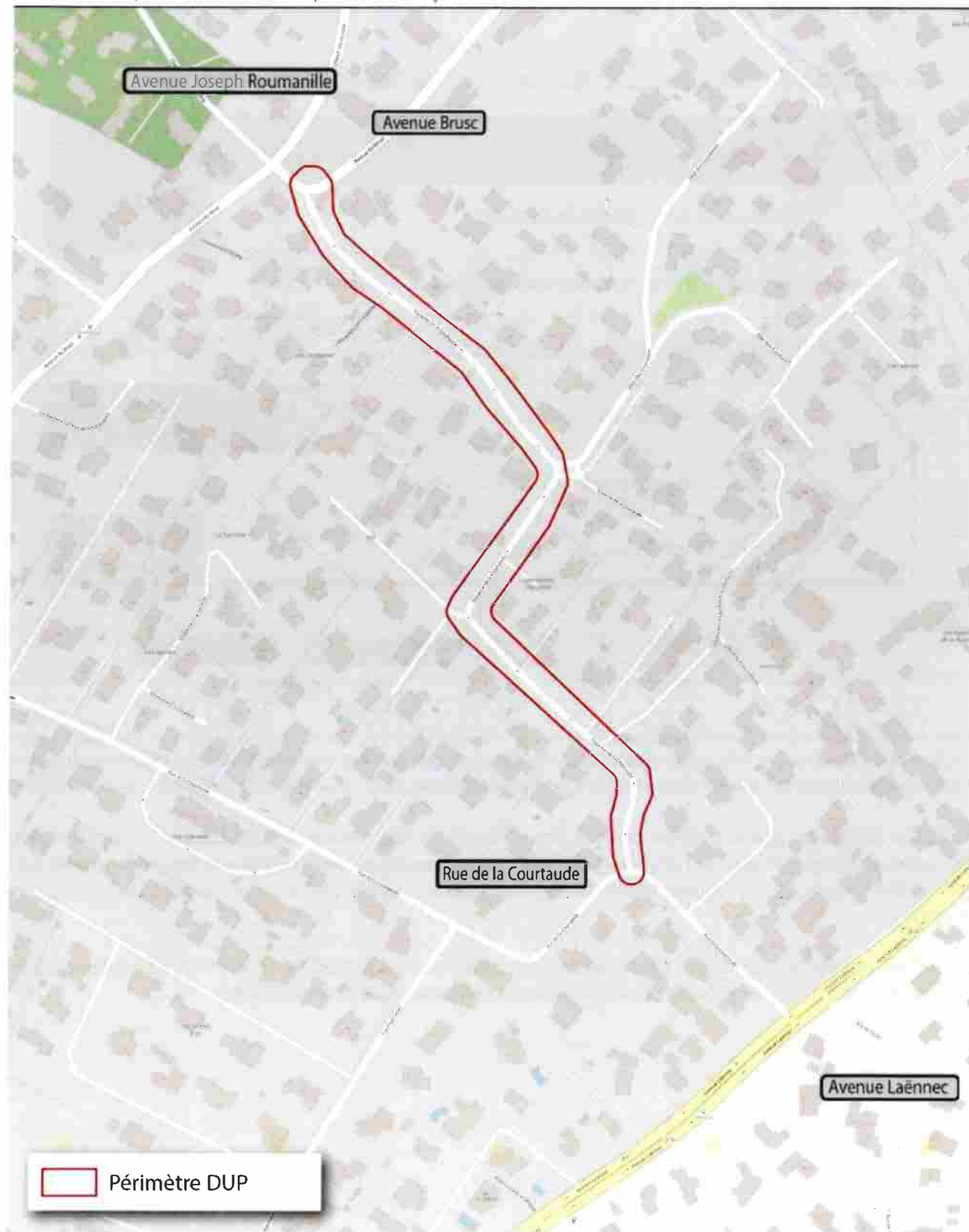
La traverse de la Courtaude est la seule voie de desserte des habitations riveraines. Sa sécurisation par son élargissement et par la création d'un cheminement piétonnier ne peut se faire que directement sur cette voie.

Ce projet remplit les objectifs définis par la MTPM en terme de sécurisation des déplacements motorisés et non motorisés et d'augmentation de l'offre de stationnement. Les conditions de circulation et de stationnement seront améliorées tout en ayant un impact neutre sur le milieu physique, sur les patrimoines naturel et culturel, et sur le paysage.

Ainsi, l'acquisition partielle de parcelles privatives est compensée par l'intérêt général et l'utilité publique dont est pourvu ce projet mené par la MTPM en accord avec la commune de Six-Fours-les-Plages

Périmètre DUP

Echelle : 1 / 4000 - Source : Openstreetmap



III.2 - DETERMINATION DES CARACTERISTIQUES DU PROJET

III.2.1 - PRESENTATION DES ENJEUX DE L'OPERATION :

Les objectifs de la commune à l'échelle du quartier de la zone d'étude sont :

- D'augmenter l'offre de stationnement ;
- De favoriser l'utilisation des modes doux de déplacement ;
- De sécuriser la piétonisation ;
- De mailler plus lisiblement les différents espaces.

Le choix du site et du projet a pris en compte les ambitions suivantes :

- Eviter le stationnement sur des espaces dangereux pour la sécurité des usagers ;
- Aménager une voie peu qualitative et l'adapter à tous les modes de déplacements ;
- Proposer une offre de stationnement adaptée à la fréquentation de la voirie et aux logements qu'elle dessert.

L'objet de la DUP découle de ces objectifs à l'échelle du quartier et les enjeux de l'opération sont multiples :

- Répondre à un besoin de stationnement ;
- Renforcer la sécurité des usagers de la voie ;
- Améliorer l'aspect urbain de la traverse ;
- Respecter l'environnement par la prise en compte des modes doux des déplacements.

III.2.2 - CARACTERISTIQUES DU PROJET

Le scénario envisagé respecte la destination de l'emplacement réservé n°90 prévu par le PLU qui affecte cette zone à l'élargissement à 8 mètres de la traverse de la Courtaude. Le foncier libéré permettra d'augmenter la capacité en stationnement et d'améliorer les bas-côtés de la voirie. Les stationnements ont été positionnés pour optimiser le nombre de places tout en aménageant un cheminement piétonnier.

III.3 - LE PROJET ET SON CONTEXTE REGLEMENTAIRE

III.3.1 - LOI "LITTORAL" ET LOI "MONTAGNE"

La loi Littoral codifiée aux articles L. 146-1 et suivants du Code de l'urbanisme s'applique au territoire de la commune de Six-Fours-les-Plages.

En revanche, la commune n'est pas concernée par la loi Montagne, codifiée aux articles L. 122-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La compatibilité du projet avec la loi Littoral est étudiée au regard du SCoT de Toulon Provence Méditerranée.

III.3.2 - SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)

La commune de Six-Fours-les-Plages fait partie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) qui dispose sur son territoire d'un SCoT approuvé par le Syndicat mixte le 06/09/2019.

Son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) exprime des défis tels que :

- La maîtrise de la consommation de l'espace ;
- La promotion d'un cadre de vie de qualité ;
- L'amélioration des déplacements ;
- La recherche du meilleur équilibre entre préservation et valorisation du territoire et du littoral.

Le document d'orientations et d'objectifs (DOO) identifie la commune de Six-Fours-les-Plages comme une enveloppe urbaine et comme un espace au littoral sensible. Il prescrit une urbanisation limitée et intégrée qui respecte l'organisation parcellaire, l'architecture et les matériaux, le végétal ou encore les règles qui caractérisent ces espaces.

Le projet est compatible avec le SCoT approuvé de la MTPM, puisqu'il répond aux défis du PADD et s'inscrit dans la poursuite des intérêts à protéger exposés au sein du DOO. En effet, l'élargissement de la traverse conduira à la maîtrise de l'espace et l'amélioration des déplacements, et prend en compte l'organisation parcellaire de la zone d'étude.

III.3.3 - PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

La modification simplifiée du PLU, approuvé le 10/04/2015, de la commune de Six-Fours-les-Plages a été approuvée le 27/03/2018.

III.3.3.1 - Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

• **PADD**

Le PADD du PLU repose sur trois grandes stratégies :

- Environnementale et paysagère pour une préservation du cadre de vie de qualité ;
- Urbaine pour un maintien et un développement du « bien-vivre » ;
- Economique pour un confortement du dynamisme économique.

La première stratégie constate une expansion importante de l'urbanisation et peu d'espaces publics aménagés. Son objectif est de continuer d'assurer la sécurité des personnes et des biens, notamment par la poursuite de la réalisation d'ouvrages de protection tels que des trottoirs.

La deuxième stratégie constate une difficile maîtrise des importants flux routiers quotidiens et des difficultés sonores liées aux déplacements motorisés. Elle a pour objectif de mettre en valeur les différents quartiers, notamment en améliorant la place du piéton dans le quartier du Brusç et en rationalisant le stationnement des véhicules.

La troisième stratégie constate une population pouvant plus que doubler en période estivale et prévoit une meilleure gestion des flux motorisés ou doux ainsi qu'une réorganisation et un confortement de l'offre en stationnement.

• **OAP sectorielles**

Le PLU de Six-Fours-les-Plages dispose de 12 OAP géographiques et sectorielles mais aucune ne concerne le secteur d'étude.

III.3.3.2 - Zonage et règlement

Au regard du plan de zonage du PLU de Six-Fours-les-Plages, le périmètre du projet se trouve en **zone UF** relative aux secteurs à vocation principale d'habitat et caractérisés par un habitat de type individuel.

Le règlement du PLU prévoit qu'en zone UF la sécurité des piétons sur la voirie doit être assurée par des aménagements suffisants.

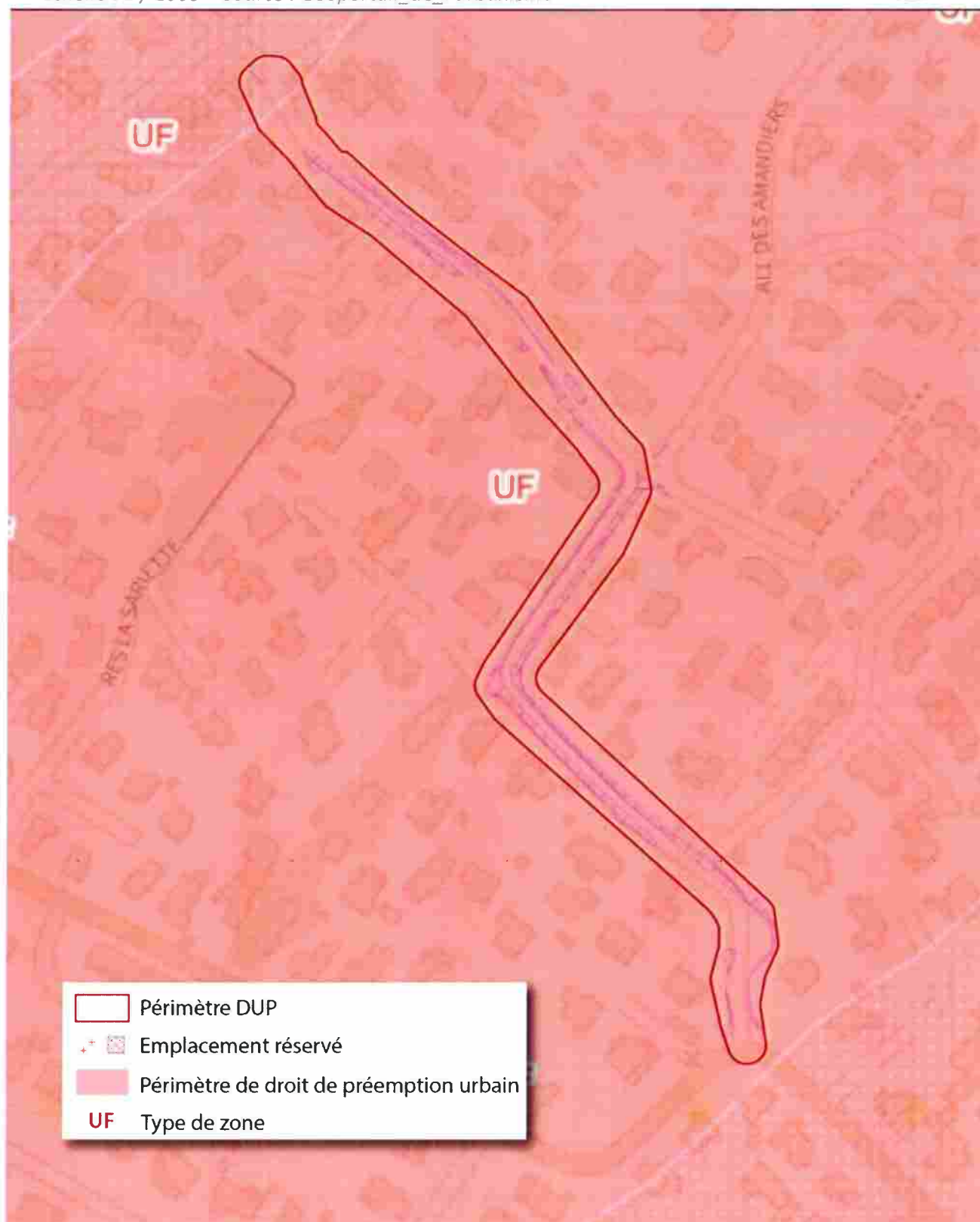
Le règlement du PLU identifie sur le périmètre du projet l'emplacement réservé n°190 relatif à l'élargissement à 8 mètres du chemin dit traverse de la Courtaude.

L'analyse du Plan Local d'Urbanisme révèle que :

- **Le projet respecte les orientations et dispositions du PADD,**
- **Le projet n'entre pas dans le champ d'une OAP,**
- **Le projet se situe en zone UF,**
- **Aucun Espace Boisé Classé ou patrimoine bâti à protéger n'est présent sur le site d'étude,**
- **Le projet est compatible avec l'ensemble des règles énoncées au sein du règlement du PLU.**

Extrait PLU

Echelle : 1 / 2000 - Source : Géoportail_de_l'urbanisme



III.3.3.3 - Servitudes d'utilité publique

Le site objet du présent dossier est concerné par les servitudes d'utilité publique suivantes :

- **PT1** : relative à la protection contre les perturbations électromagnétiques ;
- **PT2** : relative à la protection contre les obstacles aux télécommunications ;

La servitude PT1 de **protection des centres de réception radioélectrique** contre les **perturbations électromagnétiques** interdit aux propriétaires ou usagers d'installation électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ces appareils un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre. Elle interdit également de mettre en service du matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre.

La servitude PT2 relative aux **transmissions radioélectriques** concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat s'applique dans la zone d'étude. Elle interdit, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles, tout ouvrage métallique ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre. Elle limite, dans les zones primaires ou secondaires et dans les secteurs de dégagement, la hauteur des obstacles. Elle interdit, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 m au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée ne puisse être inférieure à 25 m.

Les obligations imposées par les servitudes seront respectées et le projet est compatible avec les servitudes d'utilité publique s'exerçant sur le site.

III.3.4 - PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPR)

La commune de Six-Fours-les-Plages est concernée par un PPR de type inondation (PPRi) approuvé le 24/03/2010.

Le projet est compatible avec le PPR, étant hors des zones de risque de ce PPR.

IV - AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU PROJET RETENU

IV.1 - LES AVANTAGES ATTENDUS DE L'OPERATION

Le projet permettra d'augmenter l'offre de stationnement dans ce secteur desservant beaucoup d'habitations individuelles et de sécuriser les déplacements non motorisés. En outre, il permettra l'amélioration du cadre de vie des habitants en prévoyant un cheminement piétonnier et des espaces délimités plus sécurisés qui amélioreront la qualité urbaine de la traverse.

IV.2 - IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'opération projetée a pour objectif de reconfigurer la traverse de la Courtaude par son élargissement et l'aménagement d'un cheminement piétonnier et de places de stationnements définies.

Cette opération aura nécessairement des impacts sur l'environnement. Toutefois, ces impacts restent limités au regard de l'environnement dans lequel le projet s'inscrit.

Les impacts négatifs permanents porteront uniquement sur le point suivant :

- L'appropriation par le maître d'ouvrage de parties de parcelles privatives.

En effet, le projet implique l'acquisition de lots privés. Ils seront acquis sur la base de l'estimation du service des Domaines.

Le tableau ci-après regroupe les principaux avantages et inconvénients du projet retenu.

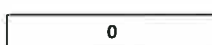
Légende :



Impact positif



Impact plutôt positif



Impact neutre



Impact plutôt négatif



Impact négatif

<u>Milieu physique</u>		
Climat	0	Absence d'impact.
Qualité de l'air	0	Absence d'impact.
Topographie / Géologie	0	Aucune modification de la géologie ou de la topographie du site, le projet prend en compte les pentes du terrain et s'y adapte.
Eaux souterraines	0	Impact négligeable.
Hydrologie	0	Impact négligeable.
Captages	0	Aucun périmètre de protection de captage n'est présent dans la zone d'étude.
Ambiance sonore	0	L'impact du projet sur l'ambiance sonore est négligeable. En effet, le projet rationalise le stationnement mais n'apporte aucun trafic supplémentaire. Il permet un développement des modes doux de déplacement.
<u>Milieu biologique</u>		
Protections du milieu biologique	0	Le site du projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur des périmètres à statut à proximité.
Faune/Flore	0	Le projet respectera les prescriptions environnementales du site déjà anthropisé. Les végétations supprimées dans le cadre des travaux seront replantées.
Corridor écologique	0	Le projet ne coupe aucun corridor écologique.

<u>Milieu humain</u>		
Population	+	Amélioration du cadre de vie de la population par une meilleure offre de stationnement, une sécurisation des espaces et déplacements piétons et une amélioration de la qualité urbaine.
Voirie et trafic	++	Toutes les préconisations seront prises en phase chantier afin d'impacter la circulation au minimum. Avec la mise en place du projet le flux sera amélioré car la recherche d'une place de stationnement sera plus simple et qu'il n'augmentera pas le trafic. De plus, la sécurisation des déplacements piétons permettra un meilleur accès aux arrêts de bus.
Activités	0	L'élargissement de la voirie permettra aux usagers de se déplacer via des modes doux.
Bâti	+	La voie sera aménagée de façon à délimiter les différents espaces et les rendre plus lisibles. Les clôtures seront reconstituées et feront peau neuve.
Foncier	-	Acquisition de parcelles partielles privatives.
Réseaux	0	Absence d'impact.
Santé humaine	0	Absence d'impact.
<u>Paysage et patrimoine</u>		
Paysage	0	Absence d'impact, rétablissement des haies et murs.
Patrimoine	0	Absence d'impact.

Le projet respecte le paysage et l'environnement du site.

En conclusion, il apparaît que l'opération programmée a de multiples impacts positifs et notamment une meilleure sécurité pour les usagers de la voie et une augmentation de l'offre de stationnements.

IV.3 - LES NUISANCES ET LES MESURES POUR EVITER, REDUIRE OU, SI NECESSAIRE, COMPENSER CES NUISANCES

IV.3.1 - LES NUISANCES ENTRAINEES PAR LES TRAVAUX ET LES MESURES ASSOCIEES

La réalisation de travaux, même de faible ampleur, ne peut se concevoir sans nuisances. Toutes les mesures seront néanmoins prises, tant au niveau de la programmation que de la réalisation pour réduire les conséquences négatives des travaux envisagés, notamment les clôtures seront reconstituées à l'identique et les végétations replantées.

Les déchets et les déblais de chantier seront triés et évacués vers les décharges appropriées.

Les travaux seront conduits selon des principes d'aménagement durable. Une charte chantier à faibles nuisances sera signée avec les entreprises et respectera a minima les 8 engagements suivants :

- Assurer la bonne organisation du chantier ;
- Limiter les risques sur la santé du personnel ;
- Limiter les pollutions du milieu environnant ;
- Informer les riverains ;
- Informer le personnel du chantier ;
- Limiter les nuisances causées aux riverains ;
- Assurer la bonne gestion, la collecte et la valorisation des déchets ;
- Préserver le patrimoine culturel et naturel.

IV.3.2 - LES NUISANCES EN PHASE EXPLOITATION ET LES MESURES ASSOCIEES

Dans sa phase exploitation, le projet permettra d'offrir une meilleure offre en stationnement et permettra de sécuriser la traverse de la Courtaude pour ses usagers. La circulation de la voie ne sera pas augmentée. Il aura un effet favorable sur la santé (bruits, odeur, qualité de l'air) pour les riverains.

Une des nuisances qu'impliquent ce projet est l'atteinte au droit de jouissance des occupants. La dépossession des parties de parcelles sera indemnisée sur la base de l'estimation de France Domaines. Il ne s'agit que d'une dépossession partielle qui ne touchera pas aux logements des occupants.

V - INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

V.1 - LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique poursuit divers objectifs :

- Informer le public et recueillir son avis sur l'utilité publique de l'opération envisagée par la MTPM ;
- Parvenir à la Déclaration d'Utilité Publique de manière à permettre à la MTPM d'acquérir les terrains définis dans le dossier parcellaire en application du Code de l'expropriation.

L'enquête parcellaire sera réalisée conjointement.

Elle a pour but de procéder contradictoirement à la détermination des parcelles à exproprier, ainsi qu'à la recherche de propriétaires, d'éventuels titulaires de droits réels ou autres personnes intéressés.

A cette occasion, les propriétaires et ayants droits de toute nature seront appelés à faire part de leurs observations sur les limites des biens à exproprier.

V.2 - TEXTES REGISSANT L'ENQUETE

La présente enquête préalable à la DUP est régie principalement par les textes suivants :

- Le **Code de l'Expropriation** pour cause d'utilité publique, et notamment les articles :
 - L. 110-1 à L. 112-1, Enquête publique,
 - L. 121-1 à L. 121-5 : Déclaration d'Utilité Publique – Dispositions générales,
 - L. 122-6 et L. 122-7 : Déclaration d'utilité publique – Copropriété,
 - R. 121-1 : Déclaration d'Utilité Publique – Dispositions générales,
 - R. 112-4 à R. 112-7 : Dossier d'enquête.

L'enquête parcellaire conjointe est, elle, régie par les textes suivants :

- Le **Code de l'Expropriation** pour cause d'utilité publique, et en particulier ses articles :
 - L. 131-1 à L. 141-2 : Enquête parcellaire,
 - R. 131-1 à R. 131-14 : Enquête parcellaire, déroulement et clôture,
 - R. 132-1 à R. 132-14 : Cessibilité.

V.3 - INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION

V.3.1 - LE PROJET AVANT L'ENQUETE

L'étude du projet a été menée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

V.3.1.1 - Procédure de concertation

L'élargissement d'une voie ne rentre dans aucune des catégories de projets soumises à concertation publique au titre du Code de l'urbanisme.

En conclusion, le projet n'est soumis à aucune procédure obligatoire permettant au public de participer au processus d'élaboration du projet :

- ni concertation publique au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme,
- ni débat public au titre de l'article L. 121-1 du Code de l'Environnement.

V.3.1.2 - Etude d'impact

L'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) AE-F09323P0364 du 05/03/2024 portant décision d'examen au cas par cas dispose que « le projet d'élargissement de la traverse de la Courtaude à Six-Fours-les-Plages n'est pas soumis à évaluation environnementale ».

V.3.1.3 - Évaluation des incidences Natura 2000

Au titre des listes nationales, le projet devra faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 s'il est soumis à évaluation environnementale après un examen au cas par cas.

A noter qu'au titre des listes locales, le projet n'est pas soumis à évaluation des incidences Natura 2000 (arrêté du préfet du Var en date du 11/04/2014).

V.3.2 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

- **L'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique**

L'enquête préalable à la DUP est ouverte et organisée par le Préfet du Var en application de l'article R. 112-1 du Code de l'Expropriation, avec désignation du commissaire enquêteur¹ par le Tribunal Administratif sur saisine du Préfet.

L'enquête est ouverte par arrêté préfectoral précisant notamment l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ainsi que les lieux et horaires où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Cet arrêté fait l'objet d'une publicité collective quinze jours au moins avant l'ouverture (avis dans la presse, affichage en mairie, affichage à proximité des ouvrages concernés, ...), dans les huit premiers jours (insertion d'un second avis dans la presse) et durant toute sa durée.

- **L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique**

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à quinze jours.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête. Elles peuvent également être adressées par correspondance, au lieu fixé par le Préfet pour l'ouverture de l'enquête, au commissaire enquêteur, lequel les annexe au registre mentionné à l'article précité.

Il en est de même pour les observations qui seraient présentées par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie territoriales et les chambres de métiers et de l'artisanat de région.

Les observations peuvent, si l'arrêté prévu à l'article R.112-12 le prévoit, être adressées par voie électronique.

Les observations faites sur l'utilité publique de l'opération sont également reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures annoncés à l'avance par l'arrêté d'ouverture d'enquête.

- **La clôture des registres d'enquête et la rédaction du rapport d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête préalable à l'utilité publique est clos et signé par le Maire de la commune où s'est déroulée l'enquête.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur examine les observations recueillies et entend toutes personnes qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant s'il le demande.

Le commissaire enquêteur rédige un rapport énonçant ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération. Le commissaire enquêteur transmet le dossier avec ses conclusions soit au Préfet si l'enquête est ouverte à la préfecture, soit au sous-préfet dans les autres cas. Le dossier est transmis, le cas échéant, par le sous-préfet au Préfet avec son avis.

Ces opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

¹ Selon la nature et l'importance de l'opération, une commission d'enquête peut être nommée plutôt qu'un commissaire enquêteur.

Une copie du rapport du commissaire enquêteur est déposée à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête ainsi que dans les sous-préfectures et la préfecture concernées.

Toute personne physique ou morale concernée peut demander communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les demandes de communication de ces conclusions doivent être adressées au Préfet du département dans lequel se trouve la commune où l'enquête a été ouverte. Celui-ci peut soit inviter le demandeur à prendre connaissance de ces conclusions en mairie, soit lui en adresser une copie, soit assurer la publication desdites conclusions en vue de leur diffusion aux demandeurs.

Au terme de cette procédure et au vu du dossier correspondant, le Préfet pourra prononcer la Déclaration d'Utilité Publique.

V.3.3 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE

Lorsque l'expropriant est en mesure, avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire et la liste des propriétaires, l'article R. 131-14 du Code de l'expropriation précise que l'enquête parcellaire peut être faite soit en même temps que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, soit postérieurement.

En cas de jumelage d'enquête, qui demeure facultatif, chacune de ces deux enquêtes conserve son objet et son identité propres.

En l'espèce, l'enquête parcellaire est menée conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues aux articles R. 131-3 et suivants du Code de l'expropriation.

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception lorsque le domicile est connu ; en cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire qui en doit afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Pendant le déroulement de l'enquête, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours, les observations sur les limites des biens à exproprier sont consignées par les intéressés sur le registre d'enquête parcellaire ou adressées par écrit au Maire qui les joindra au registre, au Commissaire Enquêteur ou au Président de la Commission d'Enquête.

Contrairement à l'enquête d'utilité publique, la procédure de l'enquête parcellaire est uniquement écrite. Les propriétaires ne peuvent en conséquence exiger de présenter oralement leurs observations.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre propre à l'enquête parcellaire est clos et signé par le Maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au Commissaire Enquêteur ou au Président de la Commission d'Enquête.

Le Commissaire Enquêteur ou le Président de la Commission d'Enquête donne son avis sur l'emprise des ouvrages projetés et dresse le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer.

Ces opérations doivent être terminées dans un délai qui ne peut excéder un mois.

Le Commissaire enquêteur ou le Président de la Commission d'Enquête transmet le dossier, les registres assortis du procès-verbal et de son avis, au Préfet compétent.

Au vu dudit dossier, le Préfet, par arrêté, déclare cessibles les propriétés ou parties de propriétés dont la cession est nécessaire.

V.4 - DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES AU TERME DE L'ENQUETE

• **Déclaration d'utilité publique**

À l'issue de l'enquête, la Déclaration d'Utilité Publique est prononcée par arrêté du Var et publiée au Journal Officiel.

L'acte déclarant l'utilité publique doit intervenir au plus tard un an après la clôture de l'enquête préalable. Passé ce délai, il y a lieu de procéder à une nouvelle enquête.

L'acte déclarant l'utilité publique précise le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée. Ce délai ne peut, si la Déclaration d'Utilité Publique est prononcée par arrêté, être supérieur à cinq ans. Un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant l'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois les effets de la Déclaration d'Utilité Publique pour une durée au plus égale.

En cas de contestation, l'acte déclaratif d'utilité publique pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Les effets juridiques de la Déclaration d'Utilité Publique sont les suivants :

- L'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique autorise l'expropriant à procéder aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet par recours à la procédure d'expropriation ;
- Si l'expropriant n'a pas manifesté son intention d'acquérir les immeubles dans le délai d'un an suivant la publication de l'arrêté portant Déclaration d'Utilité Publique (DUP), les propriétaires concernés peuvent le mettre en demeure de le faire dans un délai de deux ans à compter du jour de leur demande (article L. 241-1 du Code de l'Expropriation).

• **Arrêté de cessibilité**

Dans le cadre d'une enquête parcellaire conjointe, l'acte déclaratif d'utilité publique intervenant postérieurement à l'enquête parcellaire vaudra arrêté de cessibilité lorsque cet acte désigne les propriétés concernées et l'identité des propriétaires.

Le préfet pourra également prendre un arrêté de cessibilité distinct, postérieur à l'acte de DUP.

V.5 - AU-DELA DE L'ENQUETE PREALABLE A LA DUP

V.5.1 - LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

La procédure sera conduite conformément au Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment en ce qui concerne la fixation des indemnités. Les accords amiables seront systématiquement recherchés par le maître d'ouvrage.

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires concernés, le transfert de propriété est prononcé par une ordonnance d'expropriation et le montant des indemnités est fixé par le juge de l'expropriation.

Après la déclaration d'utilité publique, indépendamment des accords amiables qui pourront être passés pour la cession des parcelles, la procédure d'expropriation sera conduite conformément au Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique par la commune de Hyères qui sera bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique.

V.5.2 - ÉTUDES DE DETAIL

Une fois la Déclaration d'Utilité Publique prononcée, la MTPM engagera la mise au point du projet et la conception détaillée des aménagements publics.

Des adaptations de détail ou des modifications mineures pourront être réalisées, notamment pour tenir compte des remarques qui seront émises lors de l'enquête publique. Des modifications substantielles entraîneraient la réalisation d'une nouvelle enquête.

V.5.3 - LA REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en une seule phase.

V.6 - AUTRES AUTORISATIONS NECESSAIRES POUR REALISER LE PROJET

V.6.1 - AU TITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le projet ne nécessite aucune décision ou autorisation au titre de la protection de l'Environnement.

V.6.2 - AU TITRE DES PROCEDURES D'URBANISME

Conformément à l'article R.421-23 du Code de l'urbanisme, le projet nécessite une **déclaration préalable** puisqu'il prévoit la création de 28 unités de stationnement.

**ANNEXE : ARRETE N° AE-F09323P0364 DU 05/03/2024 PORTANT DECISION D'EXAMEN AU CAS
PAR CAS**

Voir pages suivantes.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE-F09323P0364 du 05/03/2024

**Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2023-04-21-00001 du 21/04/23 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09323P0364, relative à la réalisation d'un projet d'élargissement de la Traverse de la Courtaude sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83), déposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 13/12/2023 et considérée complète le 26/01/2024 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 29/01/2024 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 6a du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste en l'élargissement de la traverse de la Courtaude, voie à sens unique de 470 m comprenant :

- la démolition des murs de propriété et/ou murets et clôtures sur les bas-côtés où seront réalisés les élargissements ;
- le décalage de l'axe de la voie et son élargissement à 8 m ;
- la création de zones de stationnements pour 28 places ;
- la création d'un cheminement piéton d'une largeur de 1,55 à 1,95 m ;
- le rétablissement des murs de propriété et/ou murets et clôtures à l'identique ;
- l'aménagement des espaces verts ;

Considérant que ce projet a pour objectifs :

- de sécuriser la circulation des piétons et véhicules ;
- d'améliorer la sécurité du stationnement sur rue des riverains ;

Considérant la **localisation** du projet :

- en zone UF, correspondant à un secteur à vocation principale d'habitat et caractérisé par un habitat de type individuel, et sur l'emplacement réservé n°90 pour l'élargissement de la traverse du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 14/02/2023 ;
- sur une chaussée existante ;
- dans une commune littorale ;
- en zone d'incendie de feux de forêt d'aléa faible à très faible au regard de la carte de l'aléa incendie de forêt de mai 2021 ;
- en zone soumise à un aléa faible de retrait / gonflement des argiles au regard du porter à connaissance de 2011 ;
- en zone de sismicité d'aléa 2 (faible) au regard du zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011 (Cf. article D563-8-1 du Code de l'environnement) ;
- au sein du territoire à risques importants d'inondation « Toulon – Hyères » ;

Considérant que le projet ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ni de site Natura 2000 ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une charte chantier à faibles nuisances ;

Considérant que la hiérarchie des modes traitement des déchets prévue à l'article L541-1-II-2° du code de l'environnement s'applique à tous les déchets produits, y compris à ceux générés par le secteur du BTP et donc aux matériaux excédentaires issus du chantier du projet ;

Considérant que le projet sera réalisé hors période de reproduction de l'avifaune et adapté au calendrier écologique ;

Considérant qu'un système d'assainissement pluvial sera mis en œuvre en phase travaux et exploitation pour collecter les eaux de ruissellement ;

Considérant que le revêtement du cheminement piéton sera adapté pour limiter l'effet de chaleur en zone urbaine ;

Considérant que le projet ne modifie pas le trafic routier et que la voie restera à sens unique ;

Considérant que les arbustes, jardinières et arbres situés dans la zone de projet seront conservés sauf en cas de risque pour la sécurité des usagers ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement ;

Considérant que, conformément à l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, lorsque l'autorité chargée de l'examen au cas par cas a décidé après un examen au cas par cas qu'un projet ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale, l'autorité compétente vérifie au stade

de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas le soumettre à évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1

Le projet d'élargissement de la Traverse de la Courtaude situé sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Marseille, le 05/03/2024.

Pour le préfet de région et par délégation,

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

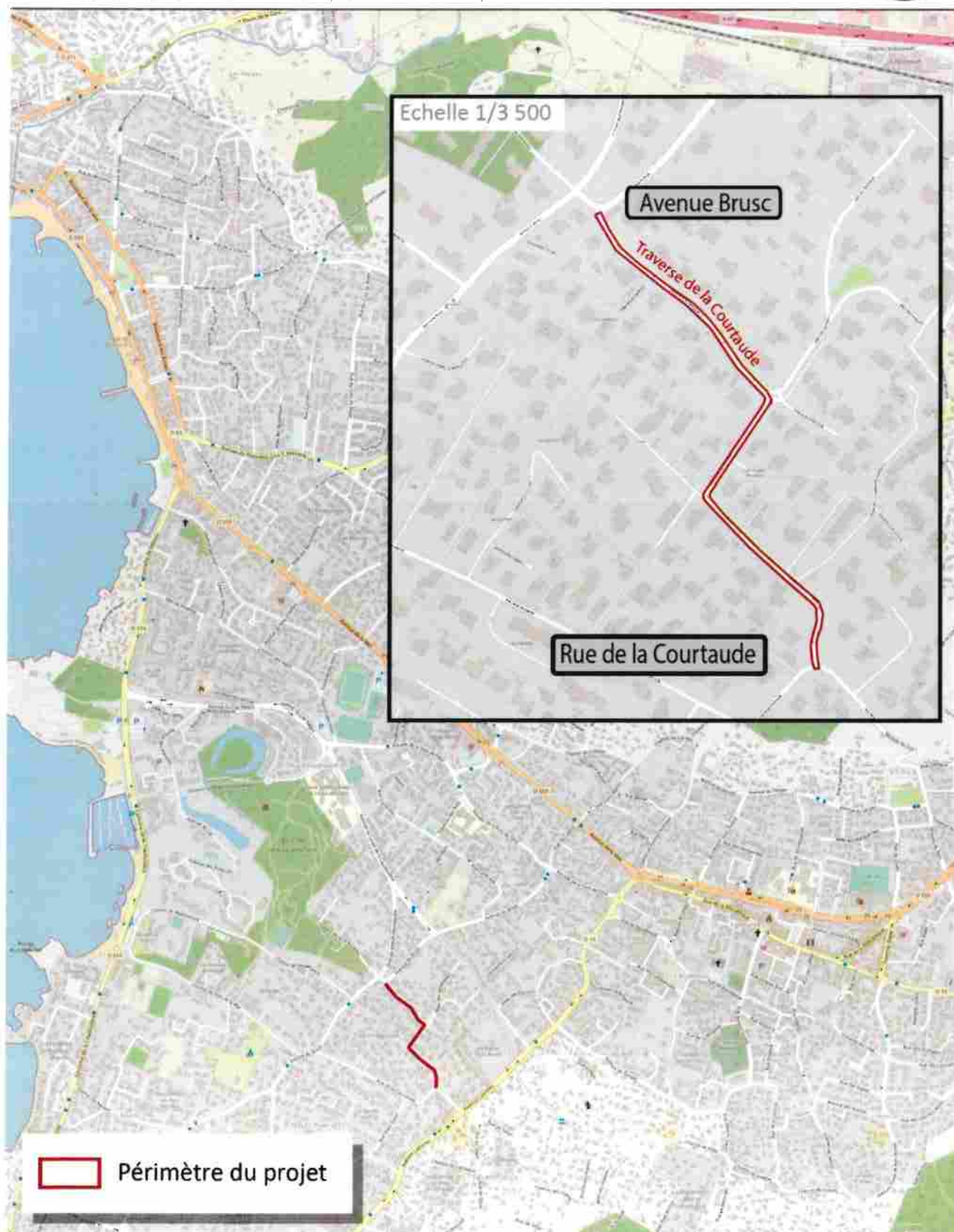
A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

2. Plan de situation



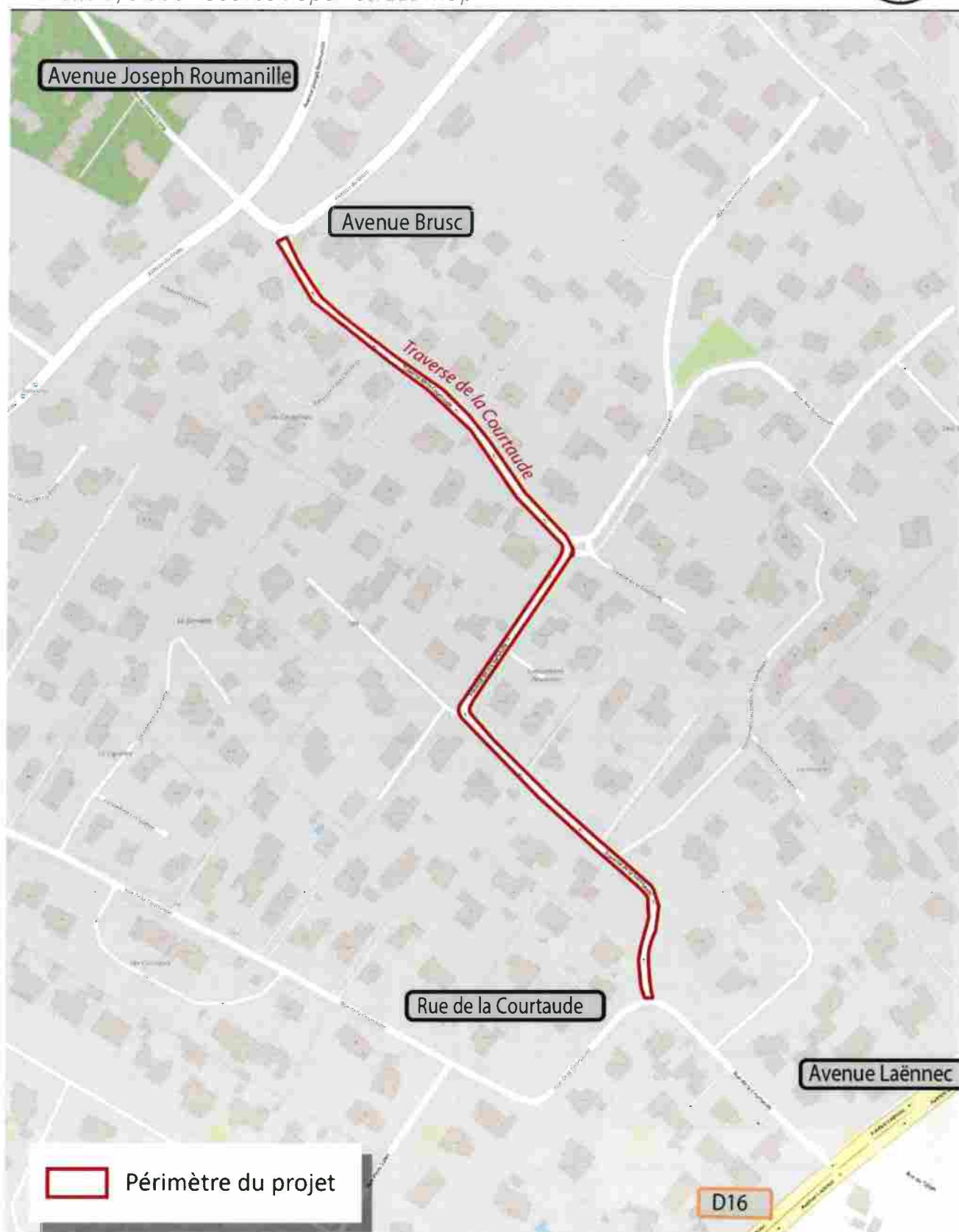
Plan de situation

Echelle 1/25 000 - Source : open Street Map



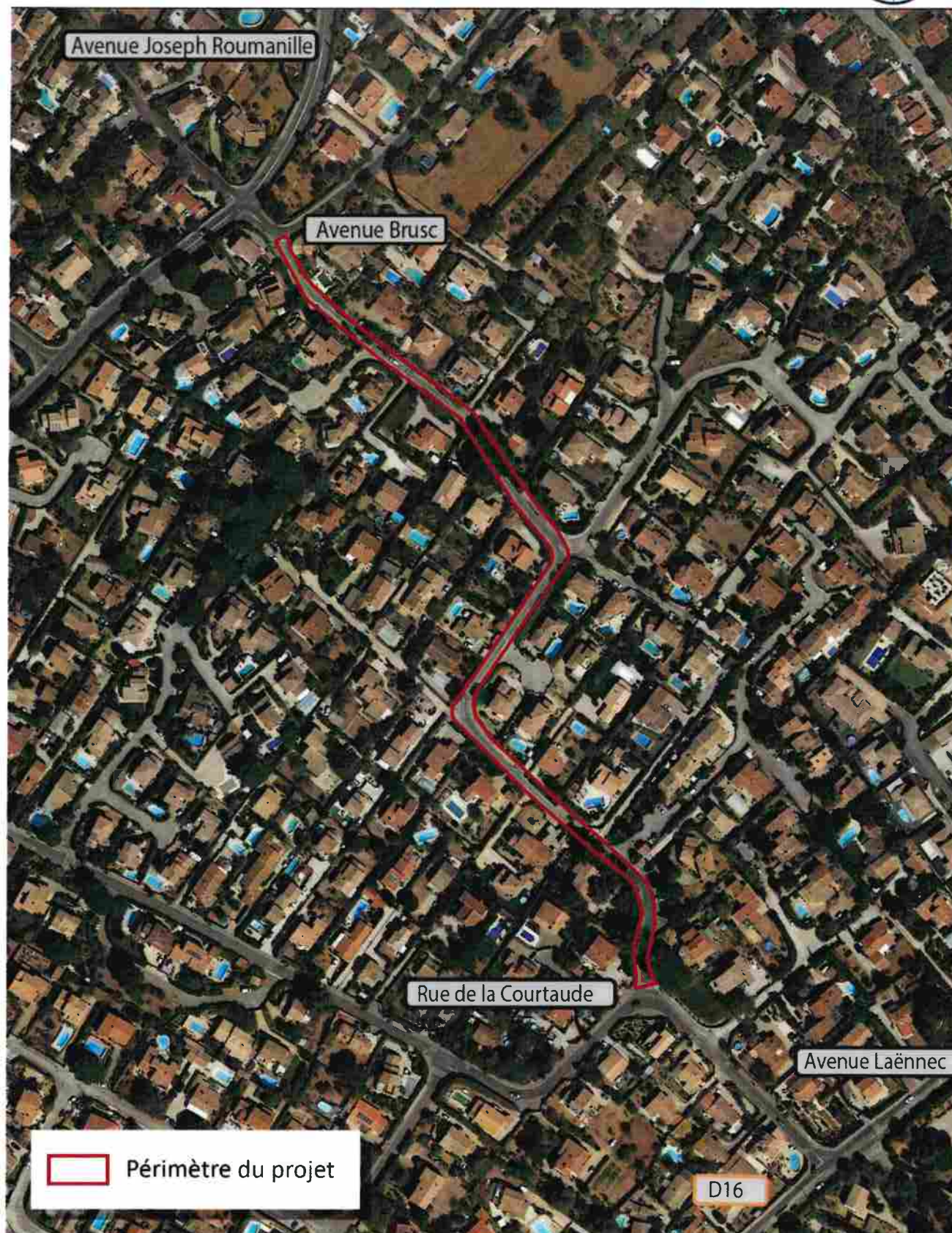
Plan de situation

Echelle 1/3 500 - Source : open Street Map



Vue aérienne de la zone d'étude

Echelle 1/3 500 - Source : Qgis/Img satellite

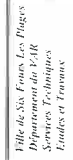


Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

3. Plan Général des Travaux



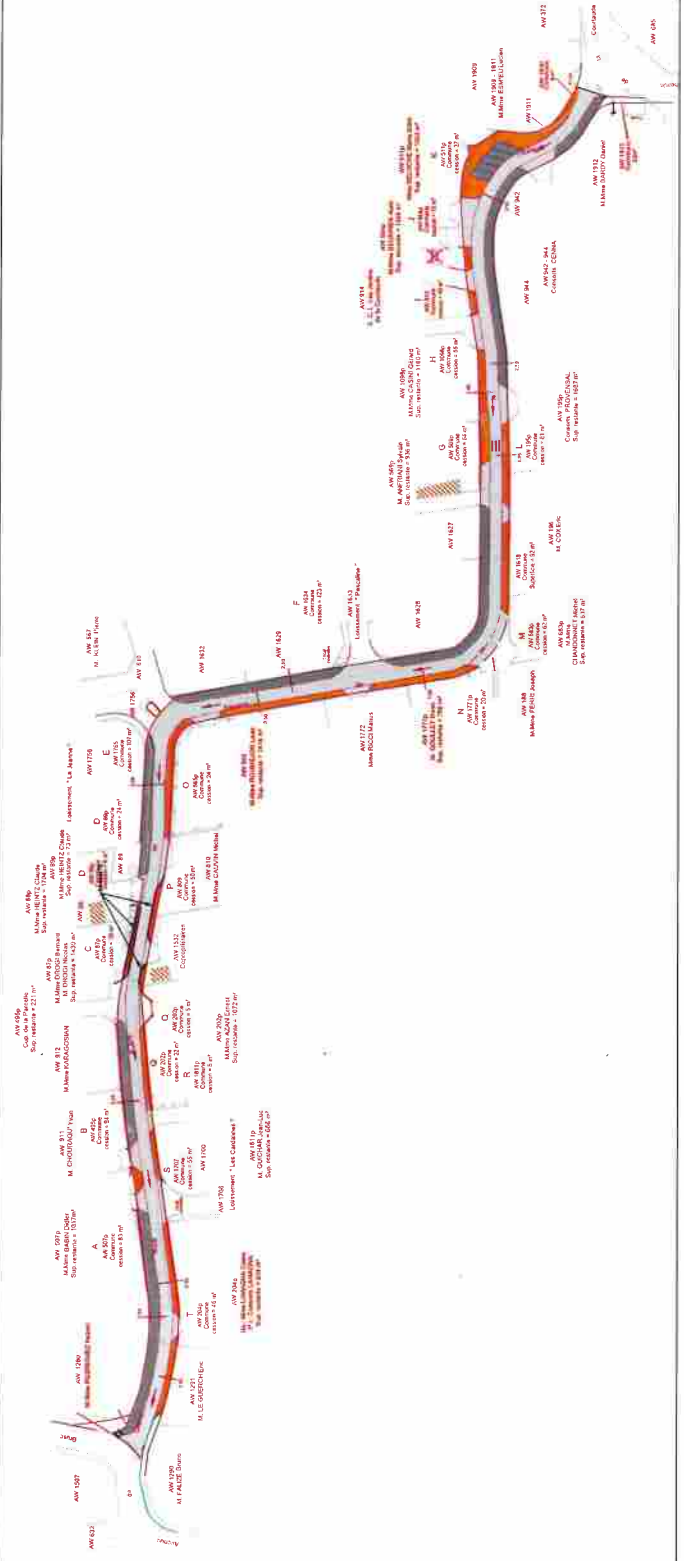


Ville de Six-Fours-Les-Plages
 Département du V.A.R.
 Services Techniques
 Etudes et Travaux

*Aménagement
Traverse de la Courtaude
Plan de principe
Variante 3*

Modification	Ref	Date
	A	26/09/13
	B	
	C	
	D	
	E	
	F	
	G	

Humboldt University of Berlin, Germany
 Department of Psychology, Berlin
 E-mail: joerg.schwarz@hu-berlin.de
 Web: <http://www.hu-berlin.de>
 Tel: +49 30 20373 2333
 Fax: +49 30 20373 2333
 E-mail: joerg.schwarz@hu-berlin.de



Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

4. Caractéristiques principales des ouvrages les plus importants



I - CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET

Le projet consiste en l'élargissement de la Traverse de la Courtaude, voie à sens unique limitée à 30 km/h, d'une longueur totale de 470 m. Les principaux aménagements envisagés sont :

- Le décalage de l'axe de la voie grâce à son élargissement sur les côtés,
- La création d'un cheminement piéton.

La traverse de 470 m de long et de 5 à 8 m de large sera élargie à 8 m de large sur toute sa longueur. La capacité en places de stationnement passera de 15 places non définies à environ 28 places.

II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES TRAVAUX

Le projet prévoit la démolition des murs de propriété et/ou murets et clôtures sur les bas-côté où seront réalisés les élargissements. Ces murs seront ensuite rétablis à l'identique.

Les travaux se dérouleront sur une période d'environ 9 mois. Ils seront séquencés dans le temps afin de limiter les impacts sur l'environnement, les riverains et la circulation routière. Les principales phases d'intervention sont les suivantes :

- Travaux de préparation et dégagement des emprises,
- Terrassement généraux,
- Aménagement de la plateforme,
- Réseaux et aménagements de voirie,
- Rétablissement des murs de clôtures des propriétés riveraines,
- Traitements de surfaces, signalisation et espaces verts.

Les travaux seront conduits selon des principes d'aménagement durable. Une charte chantier à faibles nuisances sera signée avec les entreprises et respectera a minima les 8 engagements suivants :

- Assurer la bonne organisation du chantier,
- Limiter les risques sur la santé du personnel,
- Limiter les pollutions du milieu environnant,
- Informer les riverains,
- Informer le personnel du chantier,
- Limiter les nuisances causées aux riverains,
- Assurer la bonne gestion, la collecte et la valorisation des déchets,
- Préserver le patrimoine culturel et naturel,
- Maintenir la circulation pendant les travaux.

Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

A - Dossier d'enquête préalable à la DUP

5. Appréciation sommaire des dépenses



I - APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES

I.1 - TRAVAUX, ETUDES ET FRAIS ANNEXES

- Total des études, travaux et frais financiers : 600 000 € TTC

I.2 - ACQUISITIONS FONCIERES

L'évaluation sommaire et globale des parcelles concernées par la présente Déclaration d'Utilité Publique a été réalisée par France Domaine en date du 3 mai 2024

Le montant total d'acquisitions des immeubles restant à acquérir est estimé à 6 518 €.

Ce montant est décomposé comme suit :

- Indemnités principales (valeur vénale) 4 888 €
- Indemnités de emploi 815 €
- Aléas divers 815 €

Les acquisitions déjà réalisées par la Métropole l'ont été à titre gracieux, entre 2011 et 2013.

I.3 - TOTAL DES DEPENSES PUBLIQUES RESTANT A REALISER

- Total des dépenses publiques : 606 518 € TTC

II - FINANCEMENT

Le financement de l'opération est assuré par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

B - Dossier d'enquête parcellaire conjointe



Le présent dossier a été établi en vue du lancement de l'**enquête parcellaire** conjointement avec l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique concernant l'élargissement de la traverse de la Courtaude avec la création de places de stationnement délimitées et d'un cheminement piétonnier sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83) et nécessitant l'acquisition partielle de terrains.

Le dossier comprend, conformément à l'article R. 131-3 du Code de l'Expropriation :

- 1. Plan parcellaire**
- 2. État parcellaire**

Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

B - Dossier d'enquête parcellaire

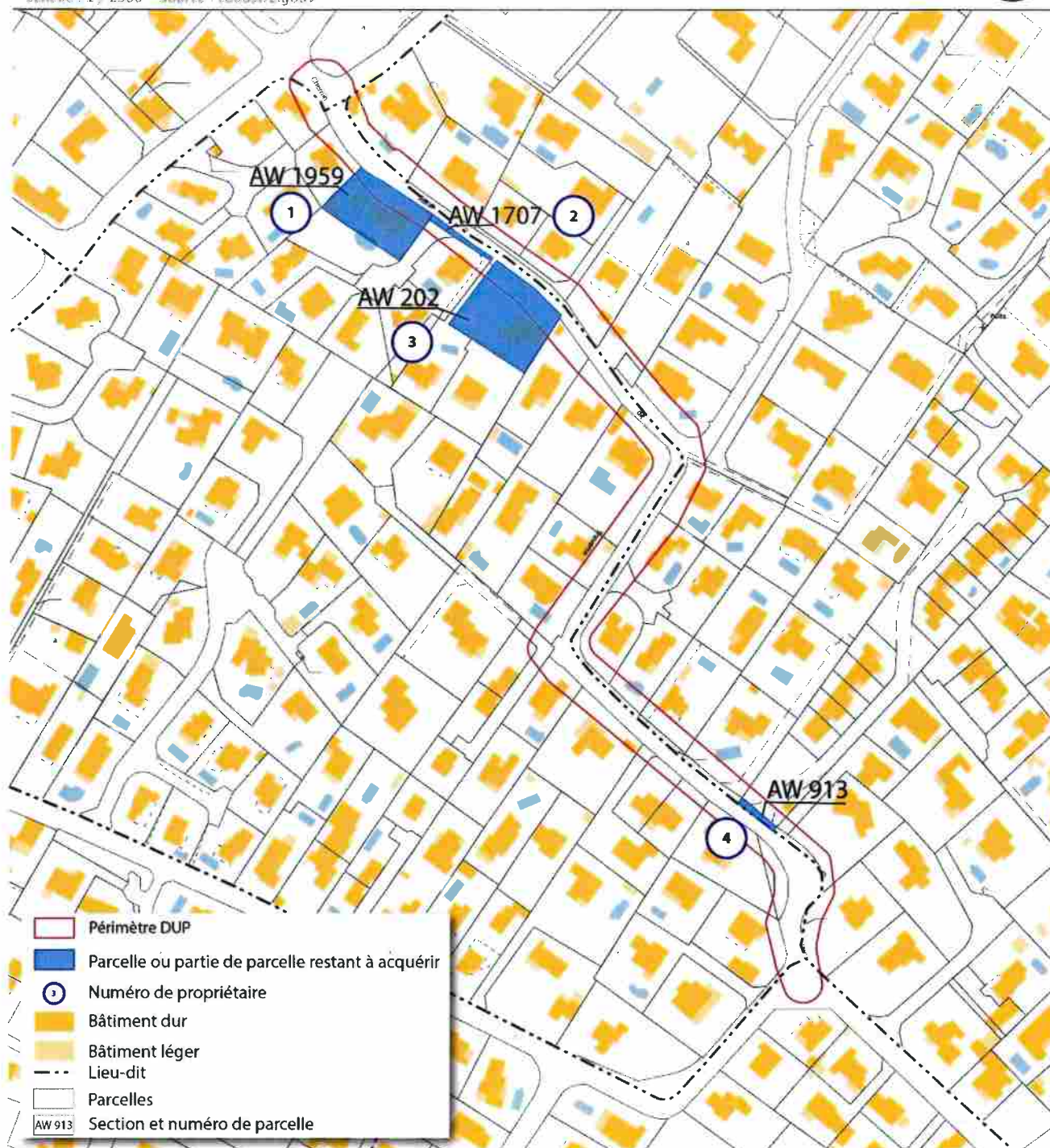
1. Plan parcellaire



Plan à jour à fournir par la MTPM.

Plan parcellaire

Echelle : 1 / 2500 - Source : cadastre.gouv



Aménagement de la traverse de la Courtaude Commune de Six-Fours-Les-Plages

B - Dossier d'enquête parcellaire

2. État parcellaire



**ETAT PARCELLAIRE
DES IMMEUBLES IMPACTES SUR LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES**

COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES						TRAVERSE DE LA COURTAUDE	
N° PLAN PARCELLAIRE	DESIGNATION CADASTRALE			SURFACE IMPACTEE	SURFACE NON IMPACTEE	PROPRIETAIRE CONCERNE	
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	N° Surface (m²)	Propriétaire concerné
1	AW	202	383 Traverse de la Courtaude	1 099	Terrain Bâti		<u>Inscrit à la matrice cadastrale :</u> Epoux AZAN/PAPI <u>Propriétaire réel:</u> Monsieur AZAN Ernest Gabriel, né le 13 janvier 1946 à TOULON (83000), Retraité, et son épouse Madame PAPI Marie-Thérèse, née le 21 novembre 1946 à HYERES LES PALMIERS (83400), Retraîtée, tous deux mariés sous le régime de la communauté, demeurant ensemble 383 Traverse de la Courtaude à SIX FOURS LES PLAGES (83140)
<u>ORIGINE DE PROPRIETE :</u>							
Bien de communauté d'entre les époux AZAN/PAPI pour l'avoir acquis des époux THIEFFRY/DEPRETER aux termes d'un acte reçu par Maître LAYET, lors Notaire à TOULON avec la participation de Maître MUGARRA, lors Notaire à SIX FOURS LES PLAGES, le 6 janvier 1984, publié au 1 ^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 2 février 1984 – Volume 6076 n° 15 -							

**ETAT PARCELLAIRE
DES IMMEUBLES IMPACTES SUR LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES**

COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES						TRAVERSE DE LA COURTAUDE	
N° PLAN PARCELLAIRE	DESIGNATION CADASTRALE			SURFACE IMPACTEE	SURFACE NON IMPACTEE	PROPRIETAIRE CONCERNE	
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	N° Surface (m²)	Propriétaire concerné
2	AW	913	Vallat de Bouchou	46			<u>Inscrit à la matrice cadastrale :</u> SCI Les Jardins de la Courtaude <u>Propriétaire réel:</u> La société dénommée « SCI LES JARDINS DE LA COURTAUDE » société civile immobilière au capital de 155,00 €, dont le siège social est à SIX FOURS LES PLAGES (83140) – Traverse de la Courtaude – N° SIREN 328 297 049 – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON (radiée le 31.08.1999) – représentée par Monsieur Jean-Claude ROUMIAN, son gérant domicilié à SIX FOURS LES PLAGES (83140) – Quartier Tallian – Villa La Cigale –
<u>ORIGINE DE PROPRIETE :</u>							
Bien propre à LA SCI LES JARDINS DE LA COURTAUDE pour l'avoir acquis de Monsieur ROUMIAN Jean-Claude aux termes d'un acte reçu par Maître ODIER, lors Notaire associé à TOULON, le 27 septembre 1983, publié au 1 ^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 5 octobre 1983 – Volume 5935 n° 9 -							

**ETAT PARCELLAIRE
DES IMMEUBLES IMPACTES SUR LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES**

COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES						TRAVERSE DE LA COURTAUDE
N° PLAN PARCELLAIRE	DESIGNATION CADASTRALE				SURFACE NON IMPACTEE	PROPRIETAIRE CONCERNE
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	
3	AW	1707	Courtaude	55	Terre	<u>Inscrit à la matrice cadastrale :</u> ASL du Lotissement Les Cardalines <u>Propriétaire réel:</u> L'association dénommée « ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU LOTISSEMENT LES CARDALINES » dont le siège social est à SIX FOURS LES PLAGES (83140) – 95 La Farandole – Avenue Kennedy – représenté par Monsieur Antonio CAZZATO, son Président domicilié administrativement au siège social
<u>ORIGINE DE PROPRIETE :</u>						
Bien propre à « L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU LOTISSEMENT LES CARDALINES » pour l'avoir acquis de la SARL L'IMMOBILIERE DE LA TOUR aux termes d'un acte reçu par Maître GRANET, Notaire associé à SANARY SUR MER, le 26 juin 2000, publié au 1 ^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 8 août 2000 – Volume 00P n° 8057 -						

ETAT PARCELLAIRE
DES IMMEUBLES IMPACTES SUR LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES

COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES						TRAVERSE DE LA COURTAUDE	
N° PLAN PARCELLAIRE	DESIGNATION CADASTRALE				SURFACE IMPACTEE	SURFACE NON IMPACTEE	PROPRIETAIRE CONCERNE
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	N° Surface (m²)	Propriétaire concerné
4	AW	1959	447 Traverse de la Courtaude	824	Terrain Bâti		<p><u>Inscrit à la matrice cadastrale</u> :</p> <p>Madame LAMAGNA Marie Claude</p> <p><u>Propriétaire réel</u>:</p> <p>➤ Madame COLANTUONO Marie-Claire, née le 30 mars 1944 à MIRABELLA ECLANO (Italie), Retraitée, veuve de Monsieur LAMAGNA Jacky, demeurant 447 Traverse de la Courtaude à SIX FOURS LES PLAGES (83140)</p> <p>➤ Madame LAMAGNA Chrystelle, née le 15 juin 1976 à LA SEYNE SUR MER (83500), sans profession, épouse de Monsieur CARO avec qui elle est mariée sous le régime de la communauté, demeurant 3308 Los Pardos Street – SAN MATEO CA 94403 (Etats Unis)</p> <p>➤ Monsieur LAMAGNA Hervé Pascal, né le 29 avril 1966 à BESANCON (25000), Chef de rang, célibataire majeur, demeurant 447 Traverse de la Courtaude à SIX FOURS LES PLAGES</p>

											<p>➤ Monsieur LAMAGNA Frédéric, né le 24 janvier 1973 à TOULON (83000), Employé, célibataire majeur, demeurant 19 Lotissement la Farandole – Roc Playes – Rue de la Farandole à SIX FOURS LES PLAGES</p>
<p><u>ORIGINE DE PROPRIETE :</u></p> <p>➤ A l'origine bien de communauté d'entre les époux LAMAGNA/COLANTUONO pour l'avoir acquis des époux PARADIS/LAHURE aux termes d'un acte reçu par Maître GRANET, Notaire associé à SANARY SUR MER, le 26 avril 1977, publié au 1^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 13 mai 1977 – Volume 2941 n° 2</p> <p>➤ Succession de Monsieur LAMAGNA Jacky Antoine décédé à MARSEILLE (13) le 31 mai 1977, ab-intestat.</p> <p>A la survivance de Madame COLANTUONO Marie-Claire, son épouse restée sa veuve, usufruitière légale et donataire pour le cas arrivé de survie de la plus forte quotité disponible aux termes d'un acte reçu par Maître GRANET, Notaire susnommé, le 14 novembre 1984. Ladite dame COLANTUONO Marie-Claire a déclaré opter pour la totalité en usufruit des biens, meubles et immeubles dépendant de la succession de son défunt époux.</p> <p>Laissant pour seuls héritiers Madame LAMAGNA Chrystelle et Messieurs LAMAGNA Hervé et Frédéric, les trois enfants issus de son union.</p> <p>L'attestation immobilière après ce décès a été établie par ledit Maître GRANET le 21 novembre 1997 publiée au 1^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 16 janvier 1998 – Volume 98P n° 523 -</p>											



Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est remis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#)

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1 Intitulé du projet

Elargissement de la Traverse de la Courtaude à Six-Fours-les-Plages (83140)

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Raison sociale

Métropole

N° SIRET

2 4 8 3 0 0 5 4 3 0 0 5 4 3

Type de société (SA, SCI...)

EPCI

Représentant de la personne morale : ☐ Madame

Nom

GIRAN

☒ Monsieur

Prénom(s)

Jean-Pierre

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
6. Infrastructures routières a) Construction de routes classées dans le domaine public routier (...) des EPCI non mentionnées à la colonne précédente.	Elargissement de la Traverse de la Courtaude permettant la réalisation d'un cheminement piétonnier et de stationnements sur rue. Circulation en sens unique d'Est en Ouest.

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☒ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☒ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste en l'élargissement de la Traverse de la Courtaude, voie à sens unique d'une longueur totale de 470 m.

Les principaux aménagements envisagés sont :

- Le décalage de l'axe de la voie grâce à son élargissement sur les côtés,
- La création de zones de stationnement,
- La création d'un cheminement piéton.

Le projet prévoit la démolition des murs de propriété et/ou murets et clôtures sur les bas-côté où seront réalisés les élargissements. Ces murs seront ensuite rétablis à l'identique.

4.2 Objectifs du projet

La traverse de la Courtaude est une rue à sens unique, étroite et assez passante, permettant de relier le chemin de la Courtaude (et l'avenue Laënnec) à l'avenue du Brusc. Elle dessert les habitants de la rue et également plusieurs lotissements. Quelques stationnements sur bas-côté sont possibles mais il n'y a pas de délimitation précise de ces stationnements ni de circulation piétonne adaptée.

Ainsi, des stationnements anarchiques sont récurrents et les déplacements modes doux ne sont pas sécurisés pour rejoindre les arrêts de bus présents sur l'avenue du Brusc et l'avenue Laënnec.

Le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de sécurité des riverains de la traverse de la Courtaude.

Le projet permettra :

- De sécuriser la circulation des usagers (piétons, véhicules),
- D'améliorer la sécurité du stationnement sur rue des riverains.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

Les **travaux** se dérouleront sur une **période d'environ 9 mois**. Ils seront **séquencés** dans le temps afin de **limiter les impacts** sur l'environnement, les riverains et la circulation routière. Les **principales phases d'intervention** sont les suivantes :

1. Travaux de **préparation et dégagement des emprises**,
2. **Terrassement généraux**,
3. **Aménagement de la plateforme**,
4. **Réseaux et aménagements de voirie**,
5. **Rétablissement des murs de clôtures des propriétés riveraines**,
6. **Traitements de surfaces, signalisation et espaces verts**.

Les travaux seront **conduits** selon des **principes d'aménagement durable**. Une charte chantier à faibles nuisances sera **signée** avec les **entreprises** et **respectera a minima** les 9 engagements suivants :

1. **Assurer la bonne organisation du chantier** / 2. **Limiter les risques** sur la santé du **personnel** / 3. **Limiter les pollutions** du milieu **environnant** / 4. **Informers les riverains** / 5. **Informers le personnel du chantier** / 6. **Limiter les nuisances causées** aux riverains / 7. **Assurer la bonne gestion, la collecte et la valorisation des déchets** / 8. **Préserver le patrimoine culturel et naturel** / 9. **Maintenir la circulation** pendant les travaux.

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

Dans sa phase **exploitation**, seules des missions d'entretien des chaussées seront réalisées.

Le projet permettra d'offrir une **meilleure** offre en stationnement et permettra de sécuriser la zone.

Le projet permettra de sécuriser la **circulation** et d'améliorer les déplacements piétons sur la zone du projet compte tenu de la création d'un cheminement piéton adapté.

Le trafic routier ne sera pas modifié et la voie restera à sens unique.

La limitation de vitesse sera **vraisemblablement** fixée à 30 km/h.

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité chargée de l'examen et des avis doit être jointe aux dossiers d'autorisation :

Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

4.5 Dimensions caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées :

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
- Longueur de la voie	470 m
- Largeur totale de la voie : actuelle / future	5 à 8 m / élargissement à 8 m
- Places de stationnement sur rue : actuelle / future	environ 15 places non définies / environ 28 places
- Longueur / largeur du futur cheminement piéton	470 m / entre 1,55 m et 1,95 m

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : _____ Voie : TRAVERSE DE LA COURTAUDE

Lieu-dit : _____

Localité : SIX-FOURS-LES-PLAGES

Code postal : 8 3 1 4 0 BP : _____ Cedex : _____

Coordonnées géographiques^[1]

Long. : _____ ° _____ ' _____ " Lat. : _____ ° _____ ' _____ "

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : 5 ° 8 2 ' 5 3 " Lat. : 4 3 ° 0 8 ' 8 1 "

Point de d'arrivée : Long. : 5 ° 8 2 ' 3 1 " Lat. : 4 3 ° 0 9 ' 1 3 "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU de la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES, dont la dernière procédure a été approuvée le 27/03/2018.
Zonage UF. Un emplacement réservé (ER n°90) pour l'élargissement de la traverse.

4.7 S'agit-il d'une modification, extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☒ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☒ Non

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

① Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZNIEFF terrestre de type I la plus proche, "Littoral du Cap Sicié" (930020301), est située à environ 3km au Sud du projet. Les ZNIEFF terrestre de type II les plus proches sont: - la ZNIEFF de la Pointe nègre (930020246) située à 1 km à l'Ouest de la zone du projet, - la ZNIEFF Cap Sicié (930012490) située à 1 km au Sud-Est du projet.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'arrêté de protection de biotope le plus proche, FR3800842 Anciennce carrière d'Evenos, se situe à environ 7 km au Nord de la zone de projet. La zone du projet est en dehors des espaces proches du littoral.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite "loi Littoral" du 3 janvier 1986 s'applique à l'ensemble du territoire communal de Six-Fours. Pour autant, la zone de projet est située à environ 1 km de la côte.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PNR le plus proche est le PNR de la Sainte-Baume situé à 7,8 km.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant , en cours d' élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Six-Fours est concernée par le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des routes départementales du Var, approuvé le 4 mars 2019. Pour autant, la zone de projet n'est pas visée par les zones de bruit.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon , un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone du projet est hors zone de protection du monument historique et ses abords , "Villa Cécile", immeuble inscrit (MH IX8BWF) et référencé au PLU de la commune.
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone humide la plus proche se situe à 680 m. Il s'agit de la zone humide La Coudoulière, référencée zone humide artificielle (83CGLVAR0080), se situant dans le sous-bassin versant LP_16_02.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Six-Fours-sur-Mer fait l'objet d'un Plan de prévention des risques inondation (PPRi lié à la présence de La Reppe, approuvé le 25 mars 2010), mais la zone d'étude est en dehors de tout périmètre ou zone à risque.
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PPRi en vigueur sur la commune a été approuvé le 25 mars 2010.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site Basol ou Basias n'est recensé sur la zone d'étude.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas incluse dans une zone de répartition de eaux.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est concernée par le captage du puits de Pépiole dans le périmètre de protection est situé à environ 4 km au Nord-Est de la zone de projet, mais le site est hors de tout périmètre de protection.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site inscrit le plus proche, "La plage de Marégau à Saint-Mandrier-sur-Mer", se situe à 6,8 km à l'Est de la zone de projet.

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites Natura 2000 les plus proches, dans un rayon de 5 km, sont : - ZSC "Cap Sicié - Six Fours" (FR9301610), situé à 1 km au Sud-Est de la zone de projet, - ZSC "Lagune du Brusc" (FR9302001), situé à 1,4 km du projet, - ZSC "Embiez-Cap Sicié (FR9301997), site 100% marin, situé 2,5 km du projet.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site classé le plus proche, "Le Cap Sicié et ses abords", se situe à 1 km à l'est de la zone de projet.

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'implique aucun prélèvement d'eau.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'implique pas de drainage, ni de modifications des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'implique aucun excédent de matériaux.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet nécessitera l'apport de matériaux notamment pour les revêtements du cheminement piéton et des places de stationnement.
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Compte tenu de la topographie de la voirie, des travaux de terrassement ne sont pas jugés nécessaires. Les déblais et les matériaux issus des démolitions seront réutilisés au maximum.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles , les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations , des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone du projet est située en zone urbanisée , présentant peu d'intérêt floristique. Les espaces verts et les plantations présentes sont d'origine anthropique. Cependant , des espèces d'oiseaux communes , mais néanmoins protégées, sont susceptibles de fréquenter la zone : ainsi, le chantier sera réalisé hors période de reproduction .
Milieu naturel	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les sites Natura 2000 les plus proches sont situés à plus de 1 km de la zone de projet. La zone d'étude ne présente aucune continuité écologique et aucun habitat d'espèces en lien avec les sites Natura 2000 les plus proches. Le projet n'est donc pas susceptible de détruire des habitats ou des espèces caractéristiques de ces sites, ni de perturber de telles espèces , y compris dans leurs fonctions vitales.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une ICPE, en fin d'exploitation, est recensée dans un rayon de 1 km autour de la zone de projet : "Démolition Automobiles des Negadoux", installation non seveso (source : Géorisques). Pas d'installations rejetant des effluents à proximité.
Risques	Est-il concerné par des risques naturels ?		<input checked="" type="checkbox"/>	Bien que la commune de Six-Fours-sur-Mer fasse l'objet d'un Plan de prévention des risques inondation (PPRI lié à la présence de la Reppe, approuvé le 25 mars 2010), la zone de projet est hors zonage à risque inondation. La zone du projet est concerné par un aléa faible aux feux de forêt, et un aléa moyen au retrait-gonflement des argiles. Zone de sismicité niveau 2, risque faible.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?		<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?		<input checked="" type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à entraîner une modification du trafic. Toutefois, les conditions de circulation entre les différents usagers seront sécurisées et fluidifiées , de même que l'accès aux dessertes locales et riveraines .
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase chantier , les travaux sont susceptibles d'augmenter le niveau de bruit actuel sur la zone, dû aux engins de chantier et à leur déplacement.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase chantier, la mise en place du revêtement des chaussées est susceptible d'engendrer des odeurs. Ces émissions seront faibles et limitées dans le temps.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase exploitation , aucune nuisance olfactive supplémentaire ne sera occasionnée .
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En phase chantier, les travaux peuvent être source de vibrations . Néanmoins, elles seront temporaires et limitées à la période de travaux.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux seront uniquement réalisés en horaires de jour.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Hormis les éclairages public déjà existants, il n'est pas prévu de nouveaux éclairages .
	Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Engendre-t-il des rejets liquides ?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Un système d'assainissement pluvial sera mis en oeuvre en phase travaux comme en phase exploitation afin de collecter les eaux de ruissellement. Le revêtement du cheminement piéton sera adapté pour limiter notamment l'effet de chaleur en zone urbaine.
Si oui, dans quel milieu ?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Emissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	En dehors de la phase de travaux qui nécessitera une gestion appropriée des déchets de chantier (les déchets seront collectés, triés et évacués vers les centres de tri adaptés), le projet n'engendre pas la production de déchets.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural , culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les murets et clôtures de propriétés privées adjacentes, impactées par l'élargissement de la voie, seront reconstitués à l'identique. Les arbustes, jardinières, et arbres situés sur la zone de projet seront conservés tant qu'ils ne nuisent pas à la sécurité des usagers.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagement s), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se situe sur l'emplacement de la voirie existante, sur le bas-côté, ainsi que sur des portions de parcelles d'habitation en zone urbaine, mais dont l'habitation ne sera pas impactée, et qui permettront de créer un cheminement piéton et de sécuriser la circulation et le stationnement compte tenu de la création de zones de stationnement définies.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

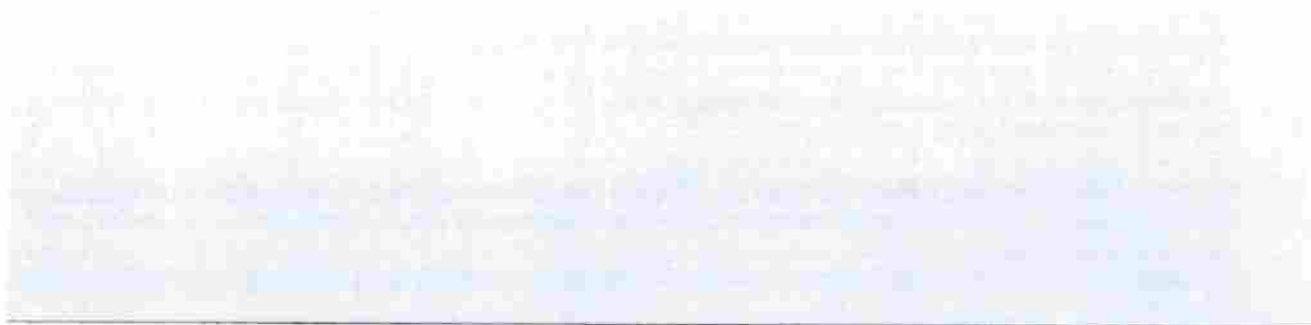
☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :



6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables



6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

Les mesures d'Évitement, de Réduction et d'Accompagnement suivantes seront prises :

En phase chantier :

- MR1 - **Respect** d'une charte " Chantier à faibles nuisances" et gestion adaptée des déchets de chantier,
- MR2 - Mise en place de mesures permettant de limiter les risques de pollution accidentelle ainsi que les nuisances sonores et les émissions de poussières,
- MR3 - Adaptation du calendrier de chantier à la faune ordinaire présente : démarrage des travaux entre septembre et février uniquement,

En phase d'exploitation :

- ME1 - Absence d'éclairage supplémentaire,
- MR4 - Gestion des eaux pluviales adaptée,
- MR5 - Insertion paysagère soignée, notamment pour le rétablissement des murs des propriétés riveraines et les replantations.

7 Auto-évaluation (facultatif)

Il semble qu'une évaluation environnementale ne soit pas nécessaire.

En phase chantier, les nuisances seront limitées dans le temps et le respect d'une charte chantier à faibles nuisances permettra de les réduire au maximum.

Le projet bénéficiera d'un traitement paysager adapté à l'environnement du secteur en zone résidentielle, avec une gestion des eaux pluviales adaptée permettant de ne pas aggraver le ruissellement sur rue et une insertion paysagère adaptée.

De plus, il aura un impact très fortement positif vis-à-vis de l'accessibilité et de la sécurité des déplacements des riverains.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié .	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Le maître d'ouvrage ou pétitionnaire joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent :

Objet		
1		<input type="checkbox"/>
2		<input type="checkbox"/>
3		<input type="checkbox"/>
4		<input type="checkbox"/>
5		<input type="checkbox"/>

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☐

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☐

Nom GIRAN

Prénom Jean-Pierre

Qualité du signataire Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

À Toulon

Fait le 13/12/2023



Signature du (des) demandeur(s)

Arrêté n° AE-F09323P0364 du 05/03/2024
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la **Transition** écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du **formulaire** d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région **Provence-Alpes-Côte d'Azur** n°R93-2023-04-21-00001 du 21/04/23 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09323P0364, relative à la réalisation d'un projet d'élargissement de la Traverse de la Courtaude sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83), déposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 13/12/2023 et considérée complète le 26/01/2024 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 29/01/2024 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 6a du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste en l'élargissement de la traverse de la Courtaude, voie à sens unique de 470 m comprenant :

- la démolition des murs de propriété et/ou murets et clôtures sur les bas-côtés où seront réalisés les élargissements ;
- le décalage de l'axe de la voie et son élargissement à 8 m ;
- la création de zones de stationnements pour 28 places ;
- la création d'un cheminement piéton d'une largeur de 1,55 à 1,95 m ;
- le rétablissement des murs de propriété et/ou murets et clôtures à l'identique ;
- l'aménagement des espaces verts ;

Considérant que ce projet a pour objectifs :

- de sécuriser la circulation des piétons et véhicules ;
- d'améliorer la sécurité du stationnement sur rue des riverains ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone **UF**, correspondant à un secteur à vocation principale d'habitat et caractérisé par un habitat de type individuel, et sur l'emplacement réservé n°90 pour l'élargissement de la traverse du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 14/02/2023 ;
- sur une **chaussée existante** ;
- dans une **commune littorale** ;
- en zone d'**incendie** de feux de forêt d'aléa faible à très faible au regard de la carte de l'aléa incendie de forêt de mai 2021 ;
- en zone **soumise** à un aléa faible de retrait / **gonflement** des **argiles** au regard du porter à **connaissance** de 2011 ;
- en zone de **sismicité** d'aléa 2 (faible) au regard du zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011 (Cf. article D563-8-1 du Code de l'**environnement**) ;
- au sein du **territoire** à risques **importants** d'inondation « Toulon – Hyères » ;

Considérant que le projet ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ni de site **Natura 2000** ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une charte chantier à faibles nuisances ;

Considérant que la hiérarchie des modes traitement des déchets prévue à l'article L541-1-II-2° du code de l'**environnement** s'applique à tous les déchets produits, y **compris** à ceux générés par le secteur du BTP et donc aux **matériaux** excédentaires issus du chantier du projet ;

Considérant que le projet sera réalisé hors période de reproduction de l'avifaune et adapté au **calendrier** écologique ;

Considérant qu'un **système** d'assainissement pluvial sera mis en œuvre en phase travaux et exploitation pour collecter les eaux de ruissellement ;

Considérant que le revêtement du cheminement piéton sera adapté pour limiter l'effet de chaleur en zone urbaine ;

Considérant que le projet ne modifie pas le trafic routier et que la voie restera à sens unique ;

Considérant que les arbustes, jardinières et arbres situés dans la zone de projet seront conservés sauf en cas de risque pour la sécurité des usagers ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement ;

Considérant que, conformément à l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, lorsque l'autorité chargée de l'examen au cas par cas a décidé après un examen au cas par cas qu'un projet ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale, l'autorité compétente vérifie au stade

de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la décision de ne pas le soumettre à évaluation environnementale :

Arrête :

Article 1

Le projet d'élargissement de la Traverse de la Courtaude situé sur la commune de Six-Fours-les-Plages (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Marseille, le 05/03/2024.

Pour le préfet de région et par délégation,

Sébastien FOREST Signature numérique
de Sébastien FOREST
Date : 2024.03.05
20:54:29 +01'00'

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)